

elu en prenant la qualité d'héritier ? Oui. Il se fait confusion de la part qu'il est en droit d'avoir dans le douaire plutôt qu'elle n'est vacante ; il est sensé s'en être payé dans les biens de la succession qu'il a recueillie. Sa part ne doit donc pas accroître la part des autres douairiers ; mais doit demeurer confondue dans la succession ; c'est pourquoi, si de quatre enfants qu'un père a laissés, il y en a un qui a accepté la succession, et trois qui se sont tenus au douaire, l'héritier ne doit payer à chacun des trois douairiers que le quart du douaire, l'autre quart demeure confondu dans la succession."

Voyons aussi ce que dit, sur la question, la *Grande Coutume de Paris*, sur l'article 250, à la page 785 du troisième volume :

"Après le décès du père, il faut que les enfants qui sont lors vivants prennent qualité ; et si les enfants sont douairiers, et d'autres héritiers, c'est une question, quels sont les droits des douairiers.

"Pour la régler il faut établir cette maxime, que le Douaire du moment du décès du père, *ipso jure dividitur* ; Et par conséquent ceux qui sont douairiers prennent seulement la part qu'ils peuvent avoir, comme s'ils étaient tous douairiers ; et à l'égard de ceux qui se portent héritiers, ils confondent la part qu'ils auraient eue comme douairiers dans la succession en qualité d'héritiers ; et si l'aîné se porte héritier nonobstant les douairiers, il prend son précepte de coutume, ce qu'il ne ferait pas s'ils étaient douairiers ; parceque l'article de la Coutume dit, que le Douaire se prend sans droit d'aînesse, et ce sentiment me paraît le plus raisonnable, nonobstant les sentiments contraires de ceux qui disent qu'en cette rencontre de plusieurs héritiers, dont les uns veulent être douairiers, les autres héritiers, il faut tirer au sort, ou voir *quid utilis*, suivant un Arrêt du 14 Août 1611, de la troisième Chambre des Enquêtes ; Maître du Moulin dit, que *veniunt non jure successionis, sed jure contractus*.

Comme on le voit notre article 1471 n'est que la reproduction de l'ancien droit, qui veut que la part des enfants qui renoncent au douaire, n'augmente pas celle des autres enfants.

DEUXIÈME QUESTION.

Le Demandeur Joseph Deguire dit Desrosiers est-il tenu de pro-